

Les néerlandophones de Bruxelles disent « niet » à la N-VA

INSTITUTIONNEL Les nationalistes sont les seuls à proposer une cogestion de la Région par les Wallons et les Flamands

Diviser les Bruxellois ? C'est un niet absolu ! » Cette phrase de Jef Van Damme, chef de groupe SPA à Bruxelles, résume bien le mot d'ordre dans les partis néerlandophones. La réforme mise sur la table par Johan van Den Driessche, leader N-VA à la capitale, dans *Le Soir* du 6 mai (création d'une ville-région cogérée par Flamands et Wallons), ils n'en veulent pas !

Sur ce coup-là, la N-VA est isolée. Pourtant, à Bruxelles, on sait que le communautaire n'est jamais très loin : il ne se passe pas une législature sans que le débat sur la fusion des six zones de police, voulue par une majorité de néerlandophones mais sujet tabou chez les francophones, ne revienne sur la table. Ou, sujet encore plus brûlant, l'idée de fusionner ou de réorganiser les communes.

Pour autant, l'idée de demander aux Bruxellois de choisir entre les modèles flamands ou wallons de sécurité sociale et de fiscalité est imbuvable pour le VLD, le CD&V, le SPA et Groen. Le ministre flamand en charge de Bruxelles, Sven Gatz (VLD), ouvre le feu : « Cette idée de la N-VA va à contre-courant de ce qui se passe dans la réalité bruxelloise. Dans un foyer sur deux, la langue parlée n'est

ni le français ni le néerlandais. Et la N-VA veut forcer les Bruxellois à choisir entre les institutions flamandes et wallonnes ? Je suis aussi contre pour des raisons éthiques : on ne peut pas diviser les Bruxellois en les faisant choisir entre deux systèmes. C'est une folie, cela ne peut pas marcher. »

Bruno De Lille, chef de groupe Groen à la capitale, va un pas plus loin : pour lui, « la gestion de Bruxelles est meilleure quand elle est faite par des Bruxellois ».

« On ne peut pas diviser les Bruxellois en les faisant choisir entre deux systèmes » SVEN GATZ (VLD)

Explications : « Prenez l'enseignement, géré par les Communautés. Trop souvent, ces dernières n'écoulent pas assez les besoins de Bruxelles. »

Bien sûr, ces positionnements ne veulent pas dire que les néerlandophones ne sont pas demandeurs d'une simplification du système (que du contraire). Certains, comme la secrétaire d'Etat Bianca Debaets (CD&V), rêvent d'une capitale calquée sur le modèle parisien : « Il y a des arrondissements avec des élus locaux qui ont des pouvoirs proches des gens. Et un super-bourg-

mestre, équivalent du ministre-président bruxellois. A l'échelle européenne, les grandes villes ont choisi ce modèle-là. A Paris, les arrondissements n'ont pas le pouvoir de bloquer les décisions importantes du grand Paris. »

Elle propose donc de transférer certaines compétences locales vers la Région (lire ci-contre). L'intérêt ? Eviter les pertes de temps dues aux blocages communaux ou locaux. La centriste prend l'exemple de son projet de plateforme commune pour les caméras de vidéosurveillance. Trois ans après le lancement, trois zones de police sur six n'y adhèrent pas encore...

Une idée approuvée par le VLD, qui veut une Région « plus forte et plus performante » par rapport aux communes. A gauche, Groen et le SPA embrayent. « Aujourd'hui, la fusion des communes et des zones de police est un tabou, pourtant ce n'est pas non plus bien de ne toucher à rien, observe Bruno De Lille, tout en concédant qu'il n'a pas de solution miracle. Il y a sans doute un système mieux adapté que l'actuel. »

A ce stade, une chose est sûre : le big bang institutionnel façon N-VA, ce n'est pas pour demain ! ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

L'ÉLUE

« Nous prouvons tous les jours que nous gérons »

Bianca Debaets (CD&V) est secrétaire d'Etat à l'Egalité des chances et à la Sécurité routière. Partagez-vous la vision de la N-VA pour Bruxelles ?

Non. Je pense que la Région a atteint un âge de maturité : nous prouvons tous les jours avec le gouvernement que nous gérons les choses. Le chômage des jeunes ne cesse de s'améliorer, par exemple. Je constate que les forces nationalistes essayent de diviser les Bruxellois, alors que nous vivons une

paix communautaire. Mon parti est plus dans une logique de coopération.

Le CD&V s'est prononcé par le passé en faveur d'un « confédéralisme positif »...

Lors de son dernier congrès national, le CD&V a clairement dit qu'une nouvelle réforme de l'Etat n'était pas à l'ordre du jour. D'ailleurs, la dernière réforme est encore très récente,

Bruxelles est encore en train d'organiser son modèle d'allocations familiales. Cela prend du temps. Travaillons sur ce qui préoccupe les Bruxellois : l'emploi, la mobilité,...

Mais il y a des choses à améliorer au niveau institutionnel ?

Il faut rendre les structures intrabrukeloises plus perfor-

mantes. Je suis sans doute la seule femme politique néerlandophone qui ne veut pas une fusion des 19 communes. Ces dernières ont un rôle important à jouer. Selon moi, il faudrait transférer certaines compétences à la Région pour avoir plus de cohérence. Celles qui déterminent le futur de Bruxelles : la mobilité, l'urbanisme, la sécurité...

Quand on voit le calvaire du plan de stationnement... Il n'y a pas encore d'uniformité et cela ne va pas. Quand la Région annonce des grands travaux de mobilité, des communes bloquent la Région alors que tout le monde sait qu'on doit avancer...

A.-C.B.